



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

États-Unis

Question au Gouvernement n° 4341

Texte de la question

ÉLECTION DE DONALD TRUMP À LA PRÉSIDENTE DES ÉTATS-UNIS

M. le président. La parole est à M. Philippe Vitel, pour le groupe Les Républicains.

M. Philippe Vitel. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, après une longue et âpre campagne électorale, le peuple américain a fait son choix et nous le respectons. Donald Trump a été élu quarante-cinquième président des États-Unis : le groupe parlementaire Les Républicains lui présente ses sincères félicitations et ses vœux de succès dans la grande et difficile mission qui sera la sienne au service de son pays. La Chambre des représentants et le Sénat conservent une majorité républicaine sur laquelle pourra s'appuyer le nouvel occupant de la Maison Blanche.

Mais cette élection ne sera pas sans conséquence sur l'équilibre géopolitique mondial. Durant sa campagne, Donald Trump a souvent évoqué sa vision de la future politique étrangère américaine. Il ambitionne tout d'abord un rapprochement avec la Russie de Poutine, afin de pouvoir mieux combattre Daech et le terrorisme.

Ensuite, sa position sur le devenir de l'Alliance atlantique devra être précisée, en particulier concernant l'obligation de solidarité qu'impose à ses membres l'article 5. Donald Trump exhorte en effet ses alliés de l'OTAN, au premier rang desquels les Européens, à supporter davantage le coût de leur défense et à mieux prendre en compte leur propre sécurité, en désignant d'ailleurs au passage l'Allemagne comme tutrice et gardienne du continent.

Pour lui, la reconstruction des États-Unis doit primer sur tout, y compris sur les traités de libre-échange. Il prône la nucléarisation du Japon et remet en question l'accord historique conclu sur le nucléaire iranien. Il évoque aussi une éventuelle renégociation de l'Accord de Paris sur le climat.

Monsieur le Premier ministre, comment le président de la France et son gouvernement comptent-ils établir un dialogue constructif avec la nouvelle administration de cette grande puissance qui, de tout temps, a été notre amie et notre alliée ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député, vous avez rappelé la décision du peuple américain après une campagne intense, âpre et qui, parfois, a pu nous surprendre. Mais la démocratie américaine a désigné Donald Trump président des États-Unis : nous respectons bien sûr ce choix.

M. Jacques Myard. J'espère bien !

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. Le Président de la République lui a adressé ses félicitations, rappelant la volonté de la France de demeurer un partenaire des États-Unis. Nous sommes le plus vieil allié des États-Unis et nous entendons le rester : tel est le message que nous adressons au peuple américain.

Cela étant, il est vrai que ce nouveau président arrive avec des engagements, dont certains nécessitent une clarification. À l'évidence, l'administration américaine sera profondément transformée – 4 000 personnes changeront de poste : c'est le *spoil system* américain – et le président prendra ses fonctions le 20 janvier prochain.

M. Claude Goasguen. Nous le savons !

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. Je ne fais que le rappeler. Même si cela nous laisse un peu de temps, nous n'avons pas attendu l'élection pour prendre contact avec les équipes tant d'Hillary Clinton que de Donald Trump afin de tenter de comprendre la stratégie des candidats et, s'ils étaient élus, leur politique.

Nous voulons clarifier certaines questions, notamment celles que vous avez évoquées. Donald Trump a affirmé qu'il voulait dénoncer l'Accord de Paris – un accord historique – ainsi que l'accord avec l'Iran sur le nucléaire – un accord de paix multilatéral – : cela n'est pas sans conséquences.

Vous avez rappelé également ses déclarations sur l'OTAN et sur les traités de libre-échange : quelles seront les conséquences économiques de tout cela ? Il faut donc parler avec le président Trump pour obtenir des clarifications.

M. Sylvain Berrios. Qu'allez-vous faire ?

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. Mais la France veut rester elle-même, avec ses principes, avec ses valeurs, avec sa stratégie, avec son indépendance ; elle veut continuer sa mission de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et demeurer un membre actif de l'Union européenne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vitel](#)

Circonscription : Var (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4341

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [10 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 novembre 2016](#)